

Pour une autre Université

L'université Lille 1 – une partie de celle-ci – est en grève depuis le début février et le 2 mars 2009 les diverses AG ont décidé de la poursuite de celle-ci. A l'heure où l'on s'interroge sur le devenir du mouvement, instant crucial et incertain, nous pensons indispensable de nous prononcer sur l'ambition de celui-ci et son esprit, tout autant que sur les conditions d'une Université autre en nous situant dans le cadre ordinaire de notre métier, celui de l'Institut de Sociologie et d'Anthropologie.

Subjectivités et refus des destructions

Ouverture sur l'avenir, ce texte provient de paroles de grève – séminaire de grève active du 16 février et ateliers. Nous voulons écrire en nos noms, particuliers, sans nous masquer derrière le paravent d'un cénacle. Nous ne sommes pas un groupe, nous ne formons rien et nous sommes mobilisés dans des subjectivités singulières, celles de la résistance à la destruction, d'une part et celles de la production de quelques principes et valeurs, pour une vision autre de l'Université que celle que veut nous imposer le gouvernement et ses émules, de l'autre.

Il s'agit d'abord de s'opposer à la **destruction programmée** :

- *des métiers* des personnels des universités où le relationnel – être tuteur de pensée – n'est pas que performance quantifiable enseignante et chercheuse ;
- de l'idée d'un *service public universel*, en particulier d'un enseignement supérieur accessible à tous les étudiants qui le souhaitent selon les critères en vigueur et qui se nourrisse de la recherche – une recherche qui, en retour, s'alimente de la relation productive de savoirs entre enseignant/enseigné ;
- *des subjectivités* qu'on voudrait enrégimenter dans une vision gestionnaire, individualisante, concurrentielle, comptable et instrumentale de l'enseignement et de la recherche, mises en concurrence par un pouvoir qui, dans sa dureté, se glorifie d'une attention à peu près nulle pour les subtilités des savoirs et de la pensée de ces savoirs. La récession ou la dépression actuelle est aussi celle de la « pensée » au plus haut niveau de l'Etat.

Subjectivités et refus d'un Etat néolibéral autoritaire

Au moment où le capitalisme financiarisé exhibe l'effondrement de sa légitimité et celui de ses modèles mathématiques, où ses anciens thuriféraires mangent leur chapeau avec un appétit féroce, il s'agit de refuser plus globalement et frontalement une **vision politique** qui s'applique à marche forcée dans de nombreux domaines (santé, travail social et justice protectrice, enseignement supérieur et recherche...). Cette vision politique a pris les habits d'un Etat **néolibéral autoritaire** :

- une instrumentalisation utilitariste des savoirs – des producteurs de savoir et des institutions – dont la seule légitimité repose sur leur efficacité et leur rendement au regard d'intérêts décidés par le pouvoir politique dans ses relations à l'économie capitaliste mondialisée ; la disqualification méprisante de toute pensée critique des savoirs, de tout processus autonome et aventureux de la recherche, de toute déconstruction scientifique exigeante des productions sociales, de l'indépendance des enseignements et des recherches, de l'exigence démocratique de leur façonnement institutionnel et de leur distribution. De ce point de vue, les sciences humaines et sociales sont au cœur de la cible du fusil que tient le pouvoir : il méprise les savoirs de ceux qui pensent l'Etat, les institutions, la vie ordinaire, le système capitaliste et il n'aime, suprême paradoxe, que la créativité contrôlée, convertie en « servitude volontaire » quand chacun se réfugie derrière un rôle social qui serait contraint par des règles, des normes, des principes institutionnels de réalité – l'anémie intellectuelle ou pensante guette ;
- la mise en compétition individualisante de tous contre tous selon une technique du résultat chiffré où « il suffit de se donner des objectifs chiffrés et d'appeler efficacité le fait de les tenir »¹ : les

¹ FEHER M. (2009), « Les quotas sont là pour prouver l'efficacité du chef », *Libération*, 25 février.

personnes ne sont plus que des exécutants aveugles dont on délègue à l'avance toute inventivité dont on sait pourtant qu'elle est le nerf de la réalité quotidienne scientifique ; l'évaluation – et l'auto-évaluation intériorisée – des êtres sociaux selon des calculs d'intérêt et d'utilité participe de cette mise en concurrence : a-critique, elle évacue et disqualifie toute considération morale ou éthique, tout débat sur les valeurs, sur le bien commun, toute pensée créative dont chacun sait la déviance ;

- la mise en concurrence des individus dans le traitement de populations spécifiques dont il s'agit de désamorcer le danger potentiel, inscrit dans leurs patrimoines génétiques ou leur irresponsabilité : dans une *suspicion* généralisée, se met en œuvre le grand nettoyage au Karcher du corps social qu'il s'agirait de débarrasser de « ses classes dangereuses », nettoyage euphémisé dans des mots technocratiques qui disent l'expulsion, l'enfermement, la mise sous tutelle, la délation ou la désignation sociales, selon cette même technique du résultat quantifié et d'une rationalité en termes de coûts et bénéfices ;
- mais, en réalité, cette autorité n'est-elle pas faible dans ses apparences au regard d'une tradition étatique française – quoi qu'on en pense, par ailleurs ? Sans désormais plus d'apparats ni cérémoniels, sans prestance ni élévation rituelle, sans rien qui lui donne une symbolique de respectabilité, cette autorité se désacralise dans le dévoilement de la brutalité nue de ses bras régaliens ou dans un spectacle digne de « Gala » ou de « Paris Match » qui ne cadre ni avec la représentation toujours dominante de l'autorité étatique, ni avec la sourde résistance à la figure de l'État néolibéral autoritaire. Élément stratégique indispensable à ne pas perdre de vue.

C'est non !

Outre le retrait de la « réforme » du statut des enseignants-chercheurs, celui de la réforme dite du « contrat doctoral unique » (un « mini-décret enseignants-chercheurs » pour les étudiants inscrits en thèse) et celui de la « réforme » de la formation des professeurs du primaire et du secondaire (« mastérisation » de la préparation aux concours), outre l'abrogation du pacte pour la recherche, de la loi LRU (« Liberté et responsabilité des Universités »), que Sarkozy et Pécresse ont fait passer à toute force et sans débat en plein mois d'août 2007, ce sont le statut des établissements publics de recherche et de leurs personnels, la création d'emplois dans les universités, les moyens alloués à la recherche et à l'enseignement supérieur, fer de lance de la compétitivité comme ils disent – l'Union européenne, l'OCDE –, qui ne méritent aucune négociation.

Formant cohérence, tous ces éléments qu'il ne faut pas sous-estimer renvoient aux grandes lignes de cet Etat néolibéral autoritaire.

Nous sommes ailleurs et depuis cet ailleurs, nous nous appliquons à n'être pas là où le politique nous demande d'être en courbant la tête.

Pour une autre Université

Si nous résistons de toutes nos forces, sensibles et intellectuelles, aux réformes, imposées sans concertation, nous ne sommes pourtant pas dupes de la vie universitaire et de recherche, de son fonctionnement, de ses rites, de ses hiérarchies, de sa « collégialité », de ses violences symboliques et affectives. Mais personne ne nous enfermera dans une « alternative infernale », la résistance aveugle ou l'approbation extatique.

Au-delà de l'attitude de *résistance* contre la casse des métiers et des subjectivités – enseignantes et enseignées –, nous visons la mise en œuvre d'une Université *autre* qui, soit effectivement **un lieu intellectuel collectif, un lieu de pensée critique** où il fait bon penser et réfléchir avec les étudiants dans la patience des concepts et de leurs aventures, parfois erratiques, qui n'ont rien à voir avec l'efficacité instrumentale, la rationalité gestionnaire et un utilitarisme généralisé.

Nous nous disons à nous-mêmes, nous disons aux autres que cette Université devrait :

- conjuguer de manière radicalement différente enseignements et recherches en puisant dans ces dernières un regard toujours incisif sur la réalité sociale ;
- conduire à d'autres rapports sociaux plus soucieux de la démocratie entre enseignants, entre ceux-ci et les autres personnels ainsi qu'avec les étudiants ;

- produire des « enseignés » libérés d'une pression trop souvent pédagogue et a-critique dans des schémas du secondaire trop longtemps reproduits en licence,
- susciter enfin des étudiants qui interpellent les enseignants, prennent la parole et réfléchissent leur devenir réflexif et les savoirs enseignés.
 - S'étonner, de manière souvent ironique, d'un « manque de participation des étudiants » est fallacieux quand toutes les conditions pédagogiques d'enseignement, les rapports entre enseignants et enseignés, les procédures ont produit les conditions sociales, statutaires et culturelles de cette situation. Interpeller le pédagogisme secondarisé et paternant ou maternant – c'est selon dans des imaginaires qui finalement se rejoignent – n'est pas une mince affaire quand il tient de rempart et évite de s'exposer dans son identité singulière. De rempart, il devient impasse.
 - Le spectacle pédagogue, antipode d'une université de pensée critique, vivante mais aussi exigeante, occulte la prise de risque où enseignements et recherches s'alimentent, où enseignants et enseignés s'interpellent sur la pensée des savoirs, leur fragilité et leur interconnection.
- construire l'espace d'une prise de risque intellectuelle des enseignants-chercheurs dans l'avancée de leurs problématisations, leurs théories, leurs remises en question, leurs doutes, leurs impasses, mais aussi leurs sorties des impasses.

Des personnels, acteurs de l'Université

Toute mise en œuvre d'une autre vision de l'Université, toute mise en place concrète d'une autre conception de celle-ci sont liées à une condition qui ne suppose aucune condition : **la participation effective, pleine et entière des acteurs** de l'enseignement supérieur et de la recherche à ces processus, sans hiérarchie de statut ou de fonction, selon des argumentations collectives entre pairs et avec les institutions.

Ainsi, au niveau national, il faut substituer aux comités d'experts – qui se réunissent dans des coulisses adémocratiques et brumeuses – des concertations et délibérations où sont représentés non seulement les syndicats représentatifs des personnels, mais aussi les collectifs représentatifs des mouvements (SLR, SLU, coordination nationale). L'« alternative infernale », syndicats représentatifs ou coordinations, nous la tenons pour nulle et contraire à la pensée. Ni syndicale, ni celle des coordinations, la pensée est débat entre ces multiples composantes, mais aussi dans des ailleurs qui les interpellent.

Il est des réformes réactionnaires ou conservatrices. Il est des mauvaises réformes au nom de valeurs que justement elles disqualifient et qui n'ont pourtant pas démerité. La délibération démocratique dans des lieux concrets n'est pas un vain mot, sauf à co-produire l'autoritarisme et son miroir, la « servitude volontaire ».

Parlons des procédures d'**évaluation** des enseignements-chercheurs, des départements, des facultés, des laboratoires de recherche. Qu'est-ce que l'évaluation ? Un acte politique et démocratique qui se sous-tend de valeurs référentielles qui énoncent la société désirée et fondent ainsi le jugement de valeur selon une perspective souhaitable pour les acteurs. Ce sont ces valeurs référentielles, fondamentales, qui doivent d'abord être débattues, et pas seulement dans une sphère politico-administrative qui échapperait à l'emprise de la communauté scientifique en en faisant un outil du « gouvernement néolibéral autoritaire ». Tâche urgente : remettre à plat toutes les évaluations, leurs fondements axiologiques – quelles valeurs sont en jeu ? – et leurs modalités d'exercice, en particulier l'articulation entre le CNU et le niveau local des universités, l'usage sociométrique du classement actuel des revues scientifiques par l'AERES qui ne peut conduire qu'à un aplatissement vers le bas de la production scientifique.

Tâche complémentaire : au regard d'une secondarisation rampante et pédagogue de la licence, ne faut-il pas créer un espace de débats sur l'évaluation des étudiants, ses fondements et ses formes ? Il ne fait guère de doute que les étudiants sont sur-évalués selon des perspectives différenciées. Que faisons-nous de ce sac de nœuds de l'évaluation des étudiants ?

Autre tâche complémentaire : qu'en est-il des pédagogies déclarées ou implicites, des rapports aux étudiants, de l'usage des savoirs et de la pensée critique de ces savoirs, du rapport des savoirs aux réalités sociales et aux expériences vécues ? Quelle(s) orientation(s) pédagogique(s) parcourt(ent) l'Institut de Sociologie et

d'Anthropologie ? Qu'en est-il de pédagogies qui sortent de l'Université ? Qu'en est-il de l'articulation entre l'intra muros et l'extra muros ? Qu'en est-il des instances de régulation, des commissions paritaires ?

De manière plus conjoncturelle, que faisons-nous de l'évaluation des étudiants – plus particulièrement, nous pensons à certains étudiants de L2 toujours sur la brèche – en cette période ? Ceux qui, même s'ils furent minoritaires, se sont mobilisés et ont suivi tous les ateliers, séminaires de grève active et les AG de personnels, ont mis en œuvre des « piquets de grève »/« comités d'accueil » et développé une pensée de la mobilisation ?

Et demain, pour nous ?

Paradoxalement, ce moment de nos engagements devient le support pour nous repenser nous-mêmes, nos enseignements, nos pédagogies, nos articulations enseignements-recherches, nos rapports aux étudiants, les rapports entre nous-mêmes, notre collégialité et, sans doute, une certaine tradition de l'Institut de Sociologie et d'Anthropologie.

Nous savons déjà que nous ne voulons pas être des « petites mains » de l'Etat néolibéral et autoritaire.

On a dans la tête un autre monde qui n'est pas tout à fait celui de nos existences ordinaires dans l'Université et, plus particulièrement, dans l'Institut. Quant à ce que l'on veut, on n'a pas de modèle, seulement l'apprentissage et l'expérience de ce que nous faisons ensemble, comme dans la grève active.

On ne nous fera pas le reproche de la naïveté. Nous savons que reprendre collectivement un pouvoir sur l'exercice quotidien de notre métier est somme toute chose aisée. Que les contraintes institutionnelles sont celles que nous intériorisons.

Rémi De Villeneuve, Fabien Eloire, Bernard Eme, Judith Hayem, Jacques Lemièrè

Institut de sociologie et d'anthropologie

Faculté de Sciences économiques et sociales

Université de Lille 1

8 mars 2009